

La puissance de 100.000 emplois

Muriel Bouchet de la Fondation IDEA a récemment étudié l'impact de la Place financière luxembourgeoise sur l'emploi. Le principal enseignement de ses investigations est que près de 100.000 emplois au Luxembourg dépendent des activités financières, compte tenu notamment des importants effets d'entraînement de ce puissant moteur économique.

«Le secteur financier représentait à la fin 2018 48.800 emplois (dont environ 26.000 pour les banques proprement dites et 4.000 pour les compagnies d'assurance), mais il ne s'agit là que de la partie émergée de l'iceberg. Les sociétés financières incorporent en effet à leur processus de production des biens et services émanant d'autres branches de l'économie – les services informatiques, le support administratif, fiscal et comptable, la sécurité, la construction ou encore la restauration, pour ne citer que quelques exemples. Or ces différents biens et services intermédiaires génèrent selon IDEA pratiquement 34.000 emplois (en prenant en compte non seulement les fournisseurs de la Place, mais également les "fournisseurs des fournisseurs").

Ce n'est pas encore "la fin de l'histoire", car tant les 48.800 employés directs que les 34.000 personnes travaillant auprès des fournisseurs du secteur financier perçoivent des rémunérations, à concurrence de 8 milliards d'euros au total. Or une proportion non négligeable de ces revenus est consommée au Luxembourg, avec à la clef une demande intérieure plus élevée générant de l'ordre de 11.000 emplois supplémentaires. IDEA a pourtant tenu compte de divers éléments qui contribuent à atténuer cet effet lié à la

consommation des ménages, notamment les impôts et cotisations supportés par les salariés concernés, leur comportement d'épargne et le contenu en importations de leurs dépenses.

Enfin, les sociétés financières et leurs fournisseurs ont investi à raison de 1,2 milliard d'euros en 2018. Avec à nouveau une incidence sur la demande globale adressée aux entreprises nationales, s'accompagnant d'une hausse de la valeur ajoutée donc de l'emploi. Cet impact via les investissements peut être évalué à 5.000 postes.

Au total, le secteur financier luxembourgeois générerait dès lors bien une centaine de milliers d'emplois. Soit, pour récapituler, environ 49.000 emplois directs, 34.000 via les fournisseurs, 11.000 induits par la consommation et enfin 5.000 générés par le truchement des investissements. Un emploi créé dans cette branche générerait par conséquent un emploi additionnel, de manière indirecte ou induite.

Près d'un emploi sur quatre dépendrait donc des activités financières, sans même tenir compte de leur apport sur des plans plus "immatériels", en termes d'effets de réseaux et de transmission de connaissances, par exemple. Le secteur financier alimente par ailleurs de plantureuses recettes publiques (les impôts et cotisations sur les rémunérations mentionnées ci-dessus, l'impôt des sociétés, la taxe d'abonnement, l'impôt sur la fortune, ...), qui peuvent à leur tour déboucher sur des investissements publics porteurs d'emplois dans la construction ou sur des emplois publics.»

«Près d'un emploi sur quatre dépendrait donc des activités financières»